

JEUNESSES ET INÉGALITÉS :

LE GRAND DÉFI DE 2012

60%



→ Les contributions d'experts européens

Royaume-Uni - Gill JONES, *Professeur émérite de sociologie à la Keele University, auteur de Youth (Polity Press, 2009)*

Allemagne - Markus OTTERSBACH, *Sociologue, enseignant-chercheur à l'Université de Cologne, spécialiste des migrations et de l'intégration, des inégalités sociales et des méthodes de la recherche sociologique*

Espagne - Àngels PIEDROLA I GOMEZ, *Politologue, experte en politiques de jeunesse et actuelle coordinatrice du Plan National de la Jeunesse de Catalogne*

Suède - Anna STELLINGER, *Directrice du Swedish institute for european policy studies (SIEPS – Institut suédois d'étude des politiques européennes)*

Avec le soutien de



Avec la participation de



En partenariat médias avec



Gill JONES, *Professeur émérite de sociologie à la Keele University (Royaume-Uni), auteur de Youth (Polity Press, 2009)*

Afev : La société britannique a-t-elle une bonne ou une mauvaise image de sa jeunesse ?

Gill Jones : Il n'y a pas de vision unique, mais beaucoup d'opinions divergentes à ce sujet, et surtout en fonction des types de jeunes dont il est question. Ce qui demeure intemporel, c'est que les plus âgés sont souvent suspicieux à leur égard, peut-être aussi parce qu'ils se souviennent de leur propre jeunesse et ne comprennent pas les problèmes rencontrés par les jeunes ces jours-ci. Donc, les jeunes sont catégorisés comme « saints » ou « pêcheurs », sans plus de finesse. En cas de débordements ou d'émeutes, tout le monde a tendance à critiquer la jeunesse. Mais la majorité du temps, les Britanniques ont du mal à se faire une idée... Ensuite, la perception d'une jeune femme blanche de classe moyenne sera souvent bien plus positive que celle d'un jeune noir de la classe ouvrière.

Qu'en est-il des politiques publiques en Grande-Bretagne ?

GJ : La situation change énormément d'une décennie à l'autre. Après la Seconde Guerre Mondiale, les politiques publiques, bien que souvent universelles, ont traité les jeunes comme dépendant des parents. Dans les années 60 et 70, l'attention s'est plus portée sur les jeunes en tant que tels, et ce jusqu'à l'arrivée de Margaret Thatcher. Sous son gouvernement, l'Etat a énormément reculé, dans tous les domaines, et aussi dans celui des politiques de jeunesse. Le mot d'ordre ressemblait plutôt au suivant : c'est aux parents de contrôler et de fournir un soutien financier à leur progéniture. Puis, avec l'arrivée du New Labour de Tony Blair, le choix a été fait par les politiques publiques de cibler, parmi les jeunes, les plus exclus, ceux confrontés à de nombreuses difficultés au quotidien.

Comment s'y sont-ils pris ?

GJ : L'objectif du New Labour était alors de réduire l'exclusion sociale, d'où par exemple le programme « New Deal » pour les jeunes 'NEET' (hors éducation, emploi ou formation) ou le programme « Connexions », axés tous deux sur l'éducation et l'accompagnement à l'insertion professionnelle – ceci afin de favoriser l'employabilité. Aujourd'hui, avec la coalition conservateurs/libéraux autour de David Cameron, le ciblage a augmenté, et le gouvernement fait la distinction entre « pauvres méritants » et « pauvres démeritants », c'est un retour au XIXème siècle ! Comme aux Etats-Unis, on est passé du « Welfare » au « Workfare », des politiques dites « d'activation » visant à mettre à tout prix les chômeurs au travail.

Pouvez-vous nous donner quelques exemples de mesures mises en place au Royaume-Uni ?

GJ : Il est très difficile de dresser un bilan aujourd'hui, puisque tout change en permanence. Les « conseillers individuels » mis à disposition pour tous les jeunes qui en avaient besoin ont été abandonnés par le gouvernement de David Cameron. Le secteur public se décharge non pas seulement sur les familles mais de plus en plus aussi sur le secteur privé, qui est chargé de créer de nouveaux emplois face à un taux de chômage catastrophique. Or quelque chose doit être fait pour éviter que les jeunes ne sombrent de manière irrémédiable, ou au moins pour longtemps.

En France, la trajectoire d'un jeune reste très linéaire : d'abord l'école, puis la vie professionnelle. Qu'en est-il de votre côté de la Manche ?

GJ : Le gouvernement se focalise de manière exclusive sur la transition de l'éducation à l'emploi, tandis que les chercheurs l'incitent à voir un peu plus large. Ce n'est pas si simple de devenir adulte, et cela met en jeu

toute une série de réalités en plus de l'accès à un emploi : se loger, s'occuper éventuellement des enfants, etc. De plus, ces différentes « séquences » (grossesse, mariage, installation en ménage, fin des études, accès à l'emploi) ne se déroulent pas dans le même ordre, ni au même âge pour tout le monde. Or aujourd'hui, il semble être attendu des jeunes qu'ils se conforment aux modèles démodés des politiques publiques, alors que c'est l'inverse qui devrait être le cas.

La formation continue est-elle favorisée au Royaume-Uni ?

GJ : Des choses sont faites pour intégrer notamment certains événements de la biographie, comme une grossesse pour une jeune fille. Les jeunes mères peuvent bénéficier d'une « seconde chance » en termes de formation, mais la situation demeure sensible, puisqu'elles sont par exemple trop rapidement poussées à rentrer dans le système après leur accouchement. Comment peuvent-elles alors faire garder leur enfant ? Sans soutien financier de la part de la famille, les difficultés s'accumulent.

Comment analysez-vous les mouvements sociaux de l'an dernier ? Ont-ils été importants pour les jeunes ?

GJ : Il faut distinguer les manifestations ou marches et les émeutes. Les premières étaient bien organisées, elles visaient par exemple, derrière la National Union of Students, à s'insurger contre la hausse des frais d'Université. Les occasionnels débordements ont été causés par les réactions de la police, ou par des groupes de jeunes radicaux, plus agressifs. Mais les émeutes du mois d'août exprimaient autre chose : le meurtre d'un jeune homme noir par la police n'ayant pas poussé cette dernière à fournir une quelconque explication, une colère s'est exprimée, qui s'est propagée et souvent radicalisée, avec son lot de pillages et de destructions orchestrés par des opportunistes. Les gangs ont ensuite fini par entrer dans la partie, surtout à Londres. Pourquoi ces émeutes ? Elles sont l'expression d'une rage et d'une frustration, notamment causées par les disparités croissantes entre les plus riches et les plus pauvres... et la survenue de l'été, période toujours assez agitée. Mais les jeunes ayant pris part aux pillages étaient pour la plupart des jeunes résidant dans les voisinages pauvres, ce qui suggère que pauvreté et exclusion sociale étaient des facteurs. Même dans ces voisinages, la majorité des jeunes se sont tenus à l'écart.

Comment fonctionnent les mouvements de jeunesse au Royaume-Uni ?

On trouve donc la National Union of Students, par exemple, ou le Parlement des jeunes pour les adolescents de 11 à 18 ans. Mais les gens organisés dans ces structures sont déjà très intégrés, souvent assez conventionnels. Ceux sortis du système scolaire ou en marge du marché de l'emploi n'y ont pas vraiment accès. Quoi qu'il en soit, les jeunes s'avèrent si disparates qu'ils ne peuvent pas vraiment se regrouper en génération active : ils ne se comprennent souvent même pas entre eux. La jeunesse n'est pas un groupe homogène, et ne porte donc pas une parole homogène. Les expériences de vie de chaque sous-groupe sont extrêmement différentes.

Markus OTTERSBAACH, *Sociologue, enseignant-chercheur à l'Université de Cologne, spécialiste des migrations et de l'intégration, des inégalités sociales et des méthodes de la recherche sociologique*

Afev : Quelle est la représentation de la jeunesse en Allemagne ?

Markus Ottersbach : La façon dont les jeunes sont perçus en Allemagne n'a fait l'objet d'aucune étude empirique quantitative, mais on peut affirmer qu'il n'y a pas une image unique et homogène de la jeunesse. Dans l'opinion publique, fortement influencée par les médias, circulent au contraire des représentations multiples, ambivalentes. D'une part une image très positive de la jeunesse, liée à des notions comme la beauté, le dynamisme, la flexibilité, le succès, le naturel... Mais d'autre part, les médias construisent une image négative, d'une jeunesse différente, manquant de sérieux, irrespectueuse, délinquante et criminelle.

Le discours tenu par les médias varie en fonction des origines sociales et ethniques des jeunes dont il est question. Dans la presse à sensation notamment, les jeunes des quartiers marginalisés et issus de l'immigration sont très fréquemment stigmatisés. On y trouve même des propos tout à fait racistes.

Quelles sont les tendances de la politique allemande en matière de jeunesse ?

MO : Contrairement à la France, l'Allemagne dispose d'une politique de la jeunesse à part entière, mise en œuvre au niveau fédéral comme au niveau des Länder, et qui se caractérise notamment par l'encouragement des initiatives en matière d'associations, de loisirs et de coopération internationale. Au niveau communal, elle prend la forme d'un soutien aux forums et parlements des jeunes et des enfants. Ce sont principalement des jeunes issus des classes moyennes, et plus rarement des classes supérieures, qui prennent part à ces manifestations. Les jeunes issus des quartiers marginalisés sont fréquemment les groupes-cibles des mesures des politiques sociales qui peuvent avoir des effets stigmatisants. En Allemagne, la politique adoptée par l'Aide à la jeunesse pour mener ses actions – politique complétée par la sélection précoce qu'opèrent le système scolaire et la politique de formation – vise moins des individus que des groupes de personnes et des classes sociales.

D'un point de vue sociologique, il est intéressant d'examiner le phénomène de la représentation des jeunes au sein des partis politiques : tous disposent d'une organisation de jeunesse, mais alors que dans les années 1980 et 1990, les Verts accordaient une importance particulière à des thèmes spécifiquement jeunes, c'est aujourd'hui plutôt le parti *die Piraten* que les jeunes considèrent comme celui qui défend leurs intérêts, et auprès duquel ils s'engagent activement. Ces dernières années, l'opinion publique a plutôt tendance à prêter à la jeunesse une lassitude à l'égard de la politique. Mais des études empiriques montrent au contraire que les jeunes, s'ils prennent certes leurs distances à l'égard des partis, ne se détournent pas pour autant de la politique puisqu'ils s'engagent massivement dans des organisations de la société civile : Attac, Greenpeace ou Amnesty International. Au fur et à mesure de l'évolution démographique (l'Allemagne a l'un des plus faibles taux de natalité d'Europe, et depuis quelques années, son solde migratoire est à peu près à l'équilibre), l'importance de la jeunesse dans la société s'accroît. C'est pour cette raison que sont notamment renforcées les mesures visant à aider les jeunes issus de l'immigration et à favoriser leur intégration, dans le domaine de la formation ou en matière d'aide à la jeunesse.

Disposez-vous de mesures d'aide aux jeunes issus des quartiers populaires ?

MO : Depuis le début des années 1990, il existe en Allemagne une politique d'aide aux quartiers marginalisés comparable à la Politique de la Ville menée en France, et qui comporte des éléments fédéraux et d'autres propres aux Länder. Le programme « Développement et Réussite des jeunes défavorisés » s'adresse aux jeunes de ces quartiers. Il a notamment pour objectifs la lutte contre le chômage des jeunes, une plus grande implication de ces derniers dans la défense de leurs propres intérêts, ainsi que le développement de leurs compétences sociales. En Rhénanie-du-Nord-Westphalie ont également été mis en place des programmes pour les enfants et les jeunes issus de l'immigration, dont des agences régionales assurent la mise en œuvre. La sélection scolaire, qui intervient dans la plupart des Länder de manière très précoce et détermine dès l'âge de 10 ans – et ce de manière quasi-définitive – l'orientation vers l'une des trois branches du système scolaire (Hauptschule, Realschule et Gymnasium), comporte des inconvénients qui se manifestent surtout à long terme. Pour les compenser, la Rhénanie-du-Nord-Westphalie devrait dans les prochaines années accorder davantage de moyens au travail social dans les établissements scolaires. Les conséquences du fonctionnement de ce système scolaire sont particulièrement problématiques : seul un quart des élèves des Hauptschulen obtient une place de formation ; de fait, la perméabilité tant vantée de ces structures opère surtout dans le sens « descendant » ; enfin le nombre de personnes en droit d'accéder aux études supérieures est nettement trop faible.

Dans l'ensemble, comme en France, ces mesures ne sont en aucun cas suffisantes. Ici comme chez vous, le taux de chômage des jeunes est deux fois plus élevé que celui de l'ensemble de la population. Les quartiers

marginalisés concentrent des problèmes d'échec scolaire, de chômage, de logement et d'accès aux loisirs. Les problèmes des jeunes et leurs causes sont tout à fait comparables à ceux des jeunes des banlieues, bien que l'ampleur des difficultés soit moins importante en Allemagne qu'en France.

Selon vous, comment favoriser la solidarité entre jeunes et entre générations ?

MO : À titre d'alternative au service militaire, pour les personnes y étant réfractaires mais restant soumises à l'obligation générale de service, il a longtemps existé en Allemagne un service civil, lequel consistait en des missions de solidarité et d'établissement de la paix. Avec la suppression de l'obligation générale de service et du service civil en 2010, l'année de volontariat social et d'autres formes de service civil ont gagné en importance. De nombreux jeunes, et parmi eux beaucoup d'élèves ayant eu une très bonne scolarité, mettent à profit ces volontariats en Allemagne ou à l'étranger pour faire acte de solidarité, acquérir des savoirs plus informels, accumuler des expériences à l'étranger, donner un sens à la transition entre la fin de leur scolarité et le début de leurs études – parfois aussi surmonter l'épreuve que représente cette transition –, ou tout simplement favoriser leur orientation ou leur épanouissement.

Àngels PIEDROLA I GOMEZ, Politologue, experte en politiques de jeunesse et actuelle coordinatrice du Plan National de la Jeunesse de Catalogne

Afev : Diriez-vous que la société espagnole a une image positive ou négative de la jeunesse ?

Àngels Piédrola i Gómez : Il y a quelques années, nos compatriotes donnaient l'impression d'avoir de nombreux problèmes avec la jeunesse. Mais il me semble qu'aujourd'hui, suite aux crises successives de ces derniers temps, leur vision est plus réaliste, moins liée à des fantasmes et des présupposés.

Quelle est la participation de l'Etat ou de la communauté catalane à l'accompagnement des parcours scolaires et professionnels des jeunes ?

APIG : Les compétences de jeunesse sont partagées entre le gouvernement espagnol et les gouvernements régionaux – une très forte délégation est donc également confiée aux territoires. En Catalogne, nous aidons les jeunes dans la construction de leur projet de vie, et ce dans tous les domaines : emploi, logement et éducation, notamment.

La coordination des politiques de jeunesse s'avère très compliquée, car ces dernières agrègent de nombreuses zones d'action et groupes d'acteurs disparates. En conséquence, la question du développement et de l'organisation des actions demeure épineuse. En Catalogne, la grande majorité de nos dépenses vise trois domaines : l'éducation, la santé et le logement, domaines qui concernent les jeunes en première ligne. Des réformes et changements opèrent à de nombreux niveaux, mais nous refusons de réduire trop les dépenses sur ces terrains.

Quelles politiques sont mises en place pour lutter contre l'exclusion des jeunes du marché du travail, contre laquelle les jeunes Espagnols protestent ?

APIG : Le taux de chômage des jeunes de 16 à 29 ans s'élève à 36,4% en Espagne, contre 31,7% en Catalogne. Des chiffres impressionnants ! Les hommes sont systématiquement plus touchés que les femmes (37,8% contre 34,9% pour le pays, 34,1% contre 29,3% pour la région), et ce taux est de plus en plus élevé à mesure que l'on descend en âge : pour le pays tout entier, 28% des 25-29 ans, 44,5% des 20-24 ans et 69,4% des 16-19 ans sont au chômage ; en Catalogne, ces chiffres s'élèvent à 20%, 43,6% et 67,5%. Les plus jeunes sont donc les plus touchés, et à cette variable s'ajoute en outre le fait que les diplômés du seul enseignement secondaire sont presque deux fois plus nombreux que ceux diplômés de l'enseignement

supérieur à pâtir du chômage (42% contre 24,6% en Catalogne). Un chiffre à mettre en relation avec le fait que 30% des jeunes abandonnent leurs études en cours de route !

Ce sont donc les plus jeunes et les moins éduqués qui sont directement visés par les mesures : ateliers et coaching pour faciliter l'insertion sur le marché de l'emploi, action d'institutions spécifiquement dédiées à ces questions, etc. Pour les personnes plus diplômées, en revanche, l'action publique apparaît de manière moins nette. Nous travaillons dans les domaines de l'accès au premier emploi, de la création d'entreprises et de la formation professionnelle pour les niveaux d'éducation intermédiaires.

Quelle est la part de jeunes dans le mouvement des *Indignados* en Espagne ?

APiG : Il n'existe pas de chiffre précis à ce sujet, mais celui de 80% me paraît tout à fait plausible. Le mouvement, qui a mobilisé entre 800000 et un million de personnes, est très général, très plural. On y trouve toutes sortes de gens, il n'est en rien propre à tel ou tel groupe ou sous-groupe.

Anna STELLINGER, *Directrice du Swedish institute for european policy studies (SIEPS – Institut suédois d'étude des politiques européennes)*

Afev : Dans votre article *La politique de jeunesse en Suède : caractéristiques et fondements* paru en décembre 2010 dans la revue *Politiques sociales et familiales*, vous parlez de « la jeunesse comme ressource. » Cette façon de la considérer est-elle propre à la Suède ?

Anna Stellingner : Très tôt, en Suède, nous avons choisi de parler de la jeunesse en ces termes, alors que dans d'autres pays, dont la France, on continue de la considérer soit comme une victime à protéger (car elle ne saurait pas se débrouiller seule), soit comme une menace dont on souhaite se protéger. Notre projet de loi gouvernemental de 2004 juxtaposait dix-huit fois les deux termes : selon ce document, la jeunesse constitue une ressource « pour la société », « dans tous les champs d'action des municipalités », « pour la coopération internationale », pour le système éducatif, pour le marché du travail, « pour le développement de la société et la croissance », etc. Nous considérons également qu'une société ne donnant pas à sa jeunesse suffisamment de liberté pour se développer passe à côté de quelque chose – et notamment, de ce qu'elle pourrait devenir demain.

Quelle est la conséquence de ces deux principes ?

AS : Il faut permettre aux jeunes d'entrer en politique, dans les entreprises, dans les médias, de s'épanouir comme de jeunes pousses, des start-ups, au lieu de se demander en permanence « comment va-t-on les aider, les pauvres ? » Pour ce faire, il s'agit de se demander comment changer, faire évoluer les structures pour qu'ils s'épanouissent en leur sein. Ici, ces principes ne forment pas une question politique, mais un consensus partagé par tous les acteurs publics.

Concrètement, comment ceci s'illustre-t-il ?

AS : Au niveau politique, par exemple, nous avons des secrétaires d'Etat âgés de moins de quarante ans, des parlementaires plus jeunes encore. Il n'est pas question ici de jeunisme, mais d'un souhait d'assurer la complémentarité entre générations, tout en permettant aux partis politiques de mieux comprendre la jeunesse... puisqu'ils en accueillent des représentants ! Ce n'est pas aux jeunes de s'adapter aux partis politiques, mais précisément l'inverse. D'ailleurs, un parti sans jeune, essentiellement composé d'hommes de 55 ans ou plus, paraîtrait rapidement ringard en Suède.

Et au niveau des politiques publiques ?

AS : En Suède, on ne traite pas les jeunes séparément : un volet « jeunesse » existe pour chaque dossier traité par chaque Ministère, un Ministre en charge de la politique de jeunesse assurant la coordination de tous ces volets. Rien à voir avec le poste français de Ministre de la jeunesse et des sports... Chaque membre du gouvernement est co-responsable de l'intégralité de la politique de jeunesse. Cette intersectorialité fonctionne depuis plusieurs décennies déjà.

Les problématiques de jeunesse sont-elles donc traitées « à part » ?

AS : Non. On peut cibler, parfois, avec des mesures visant les groupes de jeunes confrontés à plus de problèmes que les autres – comme les jeunes familles monoparentales -, et des acteurs dédiés peuvent intervenir sur des questions précises, mais nous faisons avant tout en sorte de traiter les jeunes comme les autres citoyens. Cela dit, la crise actuelle aura certainement des effets négatifs sur les jeunes en Suède, et il n'est pas exclu que des programmes spécifiques les visant soient développés.

Quels sont les enjeux de la crise actuelle ?

AS : Il faut éviter à tout prix une génération perdue, dont le prix à payer serait lourd et durable pour toute la collectivité. Il faut permettre aux jeunes de devenir des citoyens, des contribuables dans de bonnes conditions.

Et les conséquences de ces principes à l'œuvre en Suède ?

AS : La jeunesse croit plus ici qu'ailleurs en son avenir, puisque la société l'accueille *de facto* et que le fossé entre ses attentes et ce qu'elle reçoit est ténu. Le passage à la vie adulte est aussi moins compliqué en Suède, grâce notamment au prêt étudiant remboursable, qui s'élève à mille euros par mois pendant une période allant jusqu'à six ans, et qui assure aux jeunes une réelle indépendance, une autonomie vis-à-vis de leurs parents, tout en les responsabilisant pleinement dans leur cursus universitaire puisque le prêt est conditionné au passage des contrôles continus semestriels. Mes parents en ont bénéficié, moi aussi. Et je ne serais sans aucun doute jamais parvenu à mon poste actuel sans ce système.